OUVERTURE AUJOURD'HUI DU PROCÈS DE L'AFFAIRE AUTOROUTE EST-OUEST

L'énigme Ghoul au centre de toutes les interrogations

C'est ce matin que s'ouvrira, au niveau de la cour d'assises d'Alger, le procès de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest. Au total, elles seront 23 personnes et des compagnies étrangères (Chine, Suisse, Japon, Portugal, Canada), à répondre selon l'arrêt de renvoi des chefs d'inculpation «d'association de malfaiteurs, d'abus de pouvoir, de corruption, de blanchiment d'argent et de dilapidation de deniers publics».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La principale question qui sera sans aucun doute soulevée par les observateurs de la question judiciaire est celle relative à une demande qui serait formulée par la défense pour l'audition de l'ex-ministre des Travaux publics en sa qualité de témoin à décharge.

Si sur la question de la procédure, la requête est recevable dans la forme, il n'en demeure pas moins que le président du tribunal criminel risque de ne pas donner suite à la demande de la défense.

Une hypothèse des plus plausibles, d'autant que dans cette affaire, il n'y a pas eu constitution de partie civile. A ce propos, il est important de noter que le ministère concerné par ce scandale n'a pas procédé à un dépôt de plainte dans cette affaire. Ainsi, si certains avocats considèrent que «l'audition d'Amar Ghoul dans cette affaire n'apportera aucun élément nouveau du fait qu'il avait déjà répondu aux questionnaires qu'ils lui ont été adressés lors de l'instruction, d'autres à l'instar des défenseurs du principal mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence M. Chani Medjdoub, n'écartent pas cette hypothèse».

Pour rappel, dans l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, 23 personnes et des compagnies étrangères (Chine, Suisse, Japon, Portugal, Canada), sont poursuivies, selon l'arrêt de renvoi pour «association de malfaiteurs, abus de pouvoir, corruption, blanchiment d'argent et dilapidation de deniers publics».

Il est important de rappeler que les pourvois en cassation introduits par les différentes parties font suite au verdict de la Chambre d'accusation près la cour d'Alger. Le verdict de cette dernière datant de novembre 2011 avait contraint tant la défense que l'accusation à se pourvoir devant la Cour suprême.

Photo : Samir Sid

Le chantier le plus cher du continent africain.

Ainsi, outre le renvoi du dossier devant le tribunal criminel, l'instance judiciaire (Chambre d'accusation) a signifié une fin de non-recevoir aux demandes formulées par la défense, concernant la levée du contrôle judiciaire et la liberté provisoire pour les mis en cause.

La Chambre d'accusation avait également inculpé cinq sociétés étrangères, deux suisses, une portugaise, une italienne et une canadienne, de «trafic d'influence et corruption», et les a disculpées du grief «d'association de malfaiteurs». Les mêmes chefs d'inculpation ont été retenus également contre la société japonaise Cojaal et la société chinoise Citic-CRCC. Selon le code de procédure pénale, les sociétés susnommées seront jugées en correctionnelle.

Cette affaire, faut-il le préciser, se distingue du fait qu'elle concerne le chantier le plus cher du continent africain. Il s'agit de la réalisation de 927 km de l'autoroute Est-Ouest en 40 mois pour un coût de 11,4 milliards de dollars, qui est devenu subitement le plus grand scandale de corruption en Algérie.

Le scandale, faut-il le rappeler, avait éclaté dès 2009, lorsque la justice avait été saisie d'un dossier du dénommé Chani Medjdoub, travaillant pour le consortium chinois Citic-CRCC, alors engagé dans la construction de l'autoroute Est-Ouest.

Le projet de l'autoroute Est-Ouest s'étire sur 1 200 km pour relier la frontière tunisienne à la frontière marocaine. Le montant du projet de 11,4 milliards de dollars classe ce contrat parmi les trois plus importants marchés signés en Afrique.

A. B.

CRISE LIBYENNE

Appui américain et occidental à la démarche algérienne

L'approche algérienne dans la résolution de la crise du voisin libyen est appréciée par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux. Et ils n'hésitent pas à en faire part, saluant, dans la foulée, les progrès engrangés par le conclave ayant réuni récemment à Alger, les différentes parties libyennes en conflit.

M. Kebci -Alger (Le Soir) - Dans un communiqué conjoint rendu public par le département d'Etat américain, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, tiennent à saluer les «progrès» enregistrés à l'issue de cette réunion ayant regroupé les 10 et 11 mars à Alger des partis politiques, des activistes et des leaders politiques libyens.

Des progrès en ce sens que les participants à cette rencontre ont exprimés, selon le communiqué, leur «résolution à envoyer un message ferme, clair et uni sur leur total engagement en faveur du dialogue en tant qu'unique solution à la crise en Libye», et leur «refus de recourir à la violence pour résoudre les divergences politiques, leur rejet total de toutes les formes d'escalade militaire et leur appel pour un arrêt immédiat des opérations militaires afin de permettre au dialogue de continuer dans un environnement favorable».

Et d'inviter les parties libyennes à «discuter de bonne foi et de manière constructive, en vue d'un accord sur la constitution d'un gouvernement d'union nationale et sur l'établissement d'un cessez-le-feu aussi rapidement que possible».

Ceci non sans exprimer leur «préoccupation profonde» à l'égard de la menace croissante des groupes terroristes en Libye, y compris par l'organisation terroriste dite Daesh qui ont selon eux «pu élargir leur présence en Libye à cause de l'absence d'un gouvernement central, uni et fort», seul à même de permettre de lutter contre ces groupes terroristes et de mettre un terme à la violence et à l'instabilité qui empêchent la transition démocratique et le développement de la Libye».

Photo : Samir Sid

Réunion des leaders politiques libyens à Alger.

Un gouvernement d'union nationale qui pourra voir le jour dès cette semaine, à se fier à l'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon.

«Il y a une chance que nous puissions progresser et obtenir cette semaine les premiers noms d'un gouvernement d'union nationale», a-t-il déclaré à l'agence de presse Reuters depuis Bruxelles, où il se trouve, pour prendre part à une réunion des maires de Libye, reconnaissant que «ce sera une discussion difficile».

Il faut noter que d'autres discussions sont menées actuellement au Maroc entre le gouvernement de Tobrouk reconnu par la communauté internationale, et les parties qui le contestent, ceci au moment où l'armée libyenne mène une offensive en direction de la capitale Tripoli, contrôlée par la coalition Fajr Libya.

M. K.

L'ACCIDENT A FAIT UNE SOIXANTAINE DE BLESSÉS

Violente explosion dans une usine de Sidi-Bel-Abbès

La zone industrielle de Sidi-Bel-Abbès a été le théâtre, hier matin, d'un drame qui a fait au moins 60 blessés dont 10 dans un état très grave.

Selon nos sources, dans la matinée de mardi dernier, quelque 300 ouvriers étaient à leur poste au niveau d'une SARL privée dénommée FAMAG (Fabrication de matériel agricole et industriel), sise à la zone industrielle, lorsqu'une forte explosion a secoué l'usine, projetant des ouvriers très loin, vu l'importance du souffle.

Aussitôt l'alerte donnée, la Protection civile et les services de sécurité ont investi les lieux pour secourir les blessés. Ce fut un concert d'ambulances pour les évacuer vers les urgences du CHU Hassani-Abdelkader de Sidi-Bel-Abbès.

Malgré le nombre de blessés, les urgentistes, à leur tête le médecin-chef M. Maghraoui Habib, ont paré au plus urgent pour prendre en charge les victimes, pour la plupart très choquées. Fort heureusement, le service qui vient d'être aménagé et équipé récemment, a pu contenir le nombre important des blessés.

Même les blessés les moins atteints sont toujours sous surveillance médicale, pour éviter les conséquences du phénomène du blast (souffle), nous ont souligné nos sources.

Le wali de Sidi-Bel-Abbès s'est rendu sur les lieux du drame avant de regagner les urgences pour s'enquérir de l'état de santé des victimes.

Aucun décès n'est à déplorer jusque-là et l'observation des victimes reste toujours de mise pour les urgentistes. Aux abords de l'entrée des urgences, l'affolement était à son comble pour les proches des travailleurs venus aux nouvelles, demandant à voir leurs blessés pour être rassurés. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cette explosion.

A. M.